

**1^{ère} journée d'étude de la démarche de
Prospective nationale de recherche urbaine, 8 septembre 2015**

***L'urbain est-il vraiment généralisé
(dans l'espace planétaire, les disciplines, les objets de recherche) ?***

**Compte-rendu Session 3 : En quoi certains objets et processus questionnent-ils l'urbain ?
Quelques éclairages à partir d'objets de recherche « à la mode »**

Sylvie Fol (Univ. Paris 1, UMR Géo-Cités) : Désurbanisation / décroissance urbaine

La notion de désurbanisation est d'emblée remise en cause. S. Fol privilégie celle de la décroissance urbaine, dont elle étudie l'impact sur l'urbain et sur les politiques urbaines¹. Cette notion a été peu utilisée dans la recherche urbaine. Elle a été définie comme une forme de « déprise des quartiers urbains traditionnels » née du « sur-développement des espaces périphériques » (Halleux, 2004).

À l'origine, ce processus de désurbanisation a été théorisé notamment par Van den Berg et Klaassen (*The process of urban decline*, 1978) dans tout une série de travaux qui tentent de modéliser le développement urbain en proposant un processus d'évolution des villes en 4 phases : une phase d'urbanisation, une phase de suburbanisation, une phase désurbanisation et une phase de réurbanisation, notamment dans les grandes villes, qui ne remet pas en cause le déclin global de l'agglomération. Dans ce cycle, la désurbanisation désigne le processus de déclin urbain qui se traduit par un déplacement de la croissance du centre vers la périphérie et s'accompagne d'une déconcentration progressive des activités et des habitants. Ce modèle projette le déclin inéluctable des grandes villes.

Ces travaux ont été - très critiqués (notamment par Nadine Cattan, D. Pumain, C. Rozenblat et Thérèse Saint-Julien, *Le système des villes européennes*, 1999) car ils confondraient les échelles et du même coup assimileraient la périurbanisation à un processus de déclin : un contresens selon ses détracteurs, l'étalement urbain s'étant accompagné en Europe par une valorisation continue des centres-villes, incompatible avec l'idée de déclin. La notion de désurbanisation est aujourd'hui peu reprise mais les réflexions sur le shrinking cities, le schrumpfende Städte ou les villes en décroissance connaissent une nouvelle impulsion depuis une dizaine d'années.

Plusieurs facteurs structurels sont convoqués pour analyser la décroissance : la transformation démographique dans les pays du Nord (baisse de la fécondité) et ses effets structurels sur les villes, la mondialisation et son impact sur la recomposition des espaces productifs qui peuvent entraîner des processus de décroissance très brutaux et enfin la métropolisation qui s'effectue au détriment des villes en déclin, souvent isolées. Au-delà du débat sur son assimilation à la périurbanisation, la décroissance urbaine est ainsi devenue un processus global, multidimensionnel, qui s'étend, et qui nécessairement interroge l'urbain, en nous obligeant à remettre en cause le paradigme de la croissance qui a longtemps dominé les analyses sur le développement urbain et les politiques urbaines. Il s'avère en effet que certaines villes ne retrouveront pas la croissance (Detroit, Cleveland), d'autres connaîtront une stagnation.

Néanmoins, le changement de paradigme est difficile car les politiques urbaines sont pensées à l'aune du « dogme de la croissance » et « des routines de perception et d'action ». Il s'agit de savoir certes la réguler et la planifier mais aussi d'anticiper et de prévoir la décroissance dans des milieux où les élus et les urbanistes n'y sont pas préparés ou formés. Les différents acteurs y sont

¹ La communication de Sylvie Fol s'appuie sur les travaux collectifs qu'elle mène avec Emmanuèle Cunningham-Sabot et Hélène Roth et, plus récemment, avec Vincent Béal, Max Rousseau et Rémi Dormois dans le cadre d'une ANR.

d'autant moins préparés, et rechignent d'autant plus à l'accepter qu'elle représente, notamment pour les acteurs locaux les plus dominants, une dévalorisation et une perte de pouvoir politique. Les obstacles sont donc nombreux et difficiles à lever pour mettre en place des stratégies alternatives.

Ces dernières existent pourtant. Elles sont fondées sur l'idée d'une planification de la décroissance, qui permettrait de tirer parti de la diminution de la pression sur le marché pour inventer des politiques alternatives plus durables et plus orientées vers les habitants. Cette conversion a donné lieu aux États-Unis ou Allemagne, à de nouvelles stratégies foncières, des politiques de démolitions intenses, des formes originales de réutilisation des friches qui insistent sur l'utilisation communautaire et sur la participation des habitants.

Ces stratégies sont très débattues et loin de faire l'unanimité : d'un côté, elles permettent des initiatives et de nouveaux usages, de nouveaux modes de production et d'échanges en marge des circuits classiques ; mais parallèlement, elles sont également susceptibles d'entraîner la création d'un urbanisme d'austérité qui amènerait les acteurs locaux à abandonner certains quartiers et à réduire les services publics.

En France, certains acteurs (Union social de l'Habitat, élus, ministères, agences...) ont pris conscience que dans certains territoires « en déprise ou à marché détendu » la croissance ne reviendra pas. De nouvelles stratégies sont adoptées qui repensent les politiques de l'habitat et œuvrent au « resserrement urbain » (démolition en périphérie, revalorisation du centre, traitement des espaces publics). Dans les ministères, on parle de « faire plus petit mais beau », en insistant davantage sur la qualité de vie des habitants que sur les perspectives communautaires et participatives plus prisées aux États-Unis.

La question de la décroissance, si elle n'est pas au cœur des politiques urbaines, est néanmoins inscrite désormais à l'agenda des acteurs locaux et nationaux.

Sylvy Jaglin (Univ. Paris Est, UMR LATTS) : **Énergie**

La communication de S. Jaglin repose sur une recherche collective sur les conditions d'émergence d'une gouvernance énergétique urbaine au Nord et au Sud². Cette recherche questionne en particulier le rôle des villes dans la transition énergétique en observant les services électriques à destination des usages résidentiels, industriels et commerciaux (à l'exclusion des transports).

La question énergétique est de plus en plus présente dans les discours, les résolutions internationales et les recherches sur la ville et les politiques urbaines. Que nous apprend cette question de l'urbain entendu ici au sens d'espaces urbanisés ? Trois pistes réflexions sont lancées : la question énergétique et les pouvoirs urbains, l'énergie et ses échelles et l'énergie et le changement urbain.

L'énergie est une clé d'analyse des pouvoirs locaux. Les politiques énergie/climat leur offrent la possibilité de se positionner sur des stratégies de « sécurisation écologique », de promouvoir des régularisations climatiques « par le bas » et de développer des EnR à partir des ressources locales. Les pouvoirs locaux sont aussi les mieux placés pour agir sur la maîtrise de la demande des consommateurs. La question énergétique offre enfin, dans un contexte de compétitivité des villes, la perspective de reprendre la main sur les pressions exogènes qui limitent les marges d'action des collectivités locales. L'autonomie constitue un enjeu politique essentiel : celui d'apporter une puissance d'action et une protection de la collectivité en créant des « clairières » dans la jungle mondialisée » selon l'expression de Rüdiger Safranski.

Une partie de la littérature donne une légitimité au discours sur le poids des villes dans leur propre maîtrise énergétique. Ces travaux décrivent un véritable foisonnement d'expériences en particulier dans les politiques énergie-climat, mais ils soulignent également leur impact limité et la médiocre coordination de leurs actions. Les études menées avec Éric Verdeil mettent bien en évidence « l'urbanisation des questions énergétiques » tout en soulignant les limites de la montée

² Recherche coordonnée avec J. Rutherford et E. Verdeil dans le cadre du LatTS.

en puissance des pouvoirs locaux comme acteurs politiques décisifs de la transition énergétique. Leur autonomie apparaît illusoire en raison d'une série de malentendus sur le caractère local de l'énergie, sur la bonne échelle de gestion, sur la convergence des mouvements de *rescaling* et enfin sur les mécanismes de solidarité et de redistribution qui peuvent se limiter à l'échelle locale et qui soulève des enjeux fondamentaux d'équité.

Les enjeux posés par l'énergie sont transcalaires et posent la question de la gouvernance énergétique (identifiée le plus souvent à une gouvernance multiniveaux, multi-acteurs, voire polycentrique), ainsi que celle, centrale, de l'inadéquation entre le périmètre de l'organisation du pouvoir institutionnel et l'échelle de déploiement de l'énergie.

Ce constat incite, dans un second temps, à interroger la question des échelles et de leur tiraillement entre les priorités locales et nationales. L'énergie, domaine d'action des collectivités locales, est insérée dans des compromis territoriaux dont l'énergie n'est qu'une composante. Elle s'inscrit dans des stratégies liées à l'aménagement urbain et au développement économique. Ces priorités peuvent être divergentes selon les contextes. Elles reposent sur la maîtrise des flux de matière et la circulation des modèles dans les politiques urbaines, de leurs savoirs, de leurs outils d'action.

Dans l'analyse des systèmes énergétiques, des approches mettent en évidence la concomitance des dynamiques de dilation et de contraction dans la recomposition des relations entre énergies et territoires selon la variété des formes de « glocalisation » (Hall et Soskice, 2001). Dans ces systèmes s'imbriquent les politiques nationales de régulations sectorielles, les actions des collectivités locales et les stratégies des firmes nationales ou internationales. Le développement de l'économie locale dite verte est ainsi inséré dans un réseau d'interdépendances qui n'est pas une source d'autonomie des collectivités locales face aux consortiums et aux pays extérieurs qui produisent des équipements.

L'étude des systèmes énergétiques est intéressante car elle permet de décrypter l'enclassement complexe des composantes fixes et mobiles, matérielles et non matérielles de l'énergie ainsi que l'évolution des différentes dimensions relationnelles et territoriales de ces systèmes. À ce titre, l'énergie est aussi un révélateur du changement urbain. Ce troisième axe de réflexion permet d'analyser les dynamiques d'agglomération et de différenciation socio-spatiales. Les changements actuels ne sont ni linéaires dans le temps, ni homogènes dans l'espace. La transition énergétique recouvre ainsi deux processus concomitants, l'un sur les lieux de consommations, tendant à une lente substitution au profit d'énergies plus efficaces et moins polluantes ; l'autre favorisant la réduction de la dépendance aux énergies carbonées au profit des énergies renouvelables. Ces deux mouvements produisent une coexistence des dispositifs socio-techniques (ex. charbon de bois/panneaux photovoltaïques) et des services « hors réseaux » (écologisation high-tech, démocratisation low cost et low tech des équipements). Ces mouvements hétérogènes se développent sur différentes infra-urbaines selon des processus polycentrés, à toutes les échelles, que les modèles actuels de globalisation ne permettent pas d'interpréter. Les analyses en termes de perspective multi-niveaux assimilent en effet trop souvent les espaces urbanisés à des milieux homogènes et ne rendent pas compte de leur diversité. L'échelle urbaine ne peut par ailleurs, à elle seule, appréhender les transitions socio-techniques qui se déploient dans les espaces infra-urbains. Elle ne peut être pensée de surcroît dans un cadre historique linéaire. Les espaces urbanisés sont des lieux de couplage et d'hybridation entre des dispositifs divers, perçus comme pathologiques et transitoires alors même que la pluralité est là pour durer voire pour s'amplifier.

L'entrée énergétique invite ainsi à poser la question de la diversité des modèles, et des modèles de la diversité, qui incite à penser les différentes configurations socio-techniques à des échelles intra-urbaines. Cette réflexion invite à reformuler notre conception de l'urbain et à repenser ses échelles, ses réseaux, ses pouvoirs, pour mieux appréhender les dynamiques de changement et ce qui fait lien entre elles.

W. Berthomière (CNRS, UMR Migrinter) : **Migrations**

L'étude des migrations dans les sciences humaines et sociales a toujours questionné l'urbain mais ces travaux sont longtemps restés en marge de la recherche urbaine. Les raisons sont multiples. L'une d'elle tient aux difficultés à définir ce champ de recherche et en particulier sa contribution au débat sur la politique de la ville. D'autres relèvent des difficultés d'accéder aux données et d'affirmer son champ de compétence (face à l'INED notamment). La France est donc en retard sur l'école américaine et sur les dispositifs de recherche initiés dans les pays du sud.

Les études sur l'immigration sont pourtant, dès les années 1980, au cœur de nouvelles recherches interdisciplinaires sur les relations entre villes et immigrations. Des équipes sous l'impulsion du CNRS se forment, dont le GRECO 13, qui ont pour objectif de travailler sur l'immigration en France et sur son insertion dans la ville. Ces recherches gagnent en « légitimité » et en reconnaissance au moment où le migrant devient un enjeu politique qui fait du « migrant un acteur ». Dès l'origine, les liens entre recherche urbaine et immigration questionnent le statut du migrant et son autonomie. Sa reconnaissance dans le champ politique et social va permettre une ouverture de la recherche sur les migrations et ses circulations. L'enjeu est de mettre en perspective des pratiques urbaines, d'interroger les modes d'habiter et d'observer les diasporas et le transnationalisme en s'ouvrant à des approches comparatives. Travailler sur l'immigration, c'est en effet s'intéresser à la circulation des modèles entre pays de sud et pays du nord, c'est comparer les effets de contexte et de lieux et décrire les stades/politiques de peuplement.

À partir des années 1980, la place des migrants dans l'espace urbain interpelle la recherche. L'enjeu scientifique est désormais de décloisonner les approches. De nouveaux champs se développent dans les années 1990 (soumis à « des effets de modes ») autour du cosmopolitisme et de la gentrification. Ces travaux s'ouvrent à l'hybridation interdisciplinaire de la recherche urbaine, éclairent l'évolution des sociétés urbaines, alimentent la réflexion sur la fabrique et sur les ambiances de la ville. Le migrant est un sujet de recherche.

L'approche méthodologique est ici fondamentale. Penser la présence des migrants dans l'espace urbain incite à croiser les échelles d'observation (espace public, rue, habitats...) et à questionner la problématique de la coprésence. Les études sur le migrant devenu acteur ouvrent sur des approches biographiques qui mettent en relation la dynamique des lieux avec celles des habitants. L'étude de l'insertion économique des migrants permet également de mettre en perspective l'évolution des flux ou encore le commerce ethnique, pour ne citer que ces exemples.

Des angles morts subsistent. Les travaux sur la gentrification ont laissé dans l'ombre les quartiers restés des quartiers d'immigration. Les recherches sur les logements d'immigrants précaires (squats, logement d'urgence...) ou sur leur santé sont peu développées. Ces angles morts renvoient en particulier aux difficultés d'accès aux sources. Ces champs à investir reposent sur une approche pluridisciplinaire des études de la ville. Ils constituent des chantiers de prospective dans le cadre du PNRU. La recherche sur le migrant dans l'espace urbain est essentielle car elle permet d'interroger la question de la proximité spatiale et de la distance sociale.

DÉBAT et QUESTIONS

Les processus décrits sont très différents dans les échelles d'observation / ville comme un système de ressources

L'enjeu est de ne pas opposer discipline et objets de recherche. Les interventions décrivent des processus très différents : dans le cas de la décroissance il s'agit d'un processus de retrait propre aux formes urbaines ; dans l'énergie, il est question d'intra-urbain et d'inter urbain puisque l'échelle locale est insuffisante ; les migrations rejoignent la mobilité. À propos de ces dernières, on pourrait citer l'ouvrage « Welcom to the Urban Revolution » de Jeb Brugmann qui montre comment les migrants perçoivent la ville comme un système de ressources en reversant ainsi la perspective. Et il est vrai que l'on traite toujours des migrants *dans* la ville. (N. Blanc)

Danger de théoriser l'urbain à partir des mégapoles

Les interventions de S. Jaglin et W. Berthomière ont fait ressource sur la question des relations entre villes et sur la diversité de l'urbain (les suds, les relations entre villes). Elles permettent de réinterroger la notion d'urbain généralisé. Il est frappant que dans le débat ne soit pas revenu le nom de Jennifer Robinson qui nous met en garde contre la généralisation des théories de l'urbain à partir des exemples de Los Angeles ou Paris et pas suffisamment à partir d'autres espaces urbains et d'autres modalités de vivre la ville ou les relations entre les villes. (E. Verdeil)

Importance des stratégies

Derrière les questions d'objets et de processus, il a été en réalité question de stratégies. Et il ne faut pas omettre le fait que concernant les territoires se développent des stratégies qui sont des actions à caractère volontariste, qu'il s'agisse de stratégies résidentielles ou à caractère plus global, de firmes, etc. Le terme de processus recouvre parfois en réalité de telles dimensions mais il tend à effacer ce que ces dimensions ont de spécifique c'est-à-dire le territoire comme objet d'intervention. (Ch. Golblum)

Circulation des mots et impact du vocabulaire de l'action sur la recherche

Toujours concernant le titre du panel, les concepts ne circulent pas uniquement d'une discipline à l'autre au sein d'un champ, l'une des particularités au sein de notre champ est de voir des termes issus de l'action circuler en tant que concept dans la discipline, par exemple la gouvernance, le développement durable. Il est nécessaire de s'interroger sur ce que ces termes impriment sur la discipline (Ch. Golblum)

La désurbanisation comme phénomène cyclique/temporalités longues

À propos des « shrinking cities », il nous dit est qu'il s'agit d'un phénomène global, qui manifesterait un changement dans le système urbain. Or, en Europe ce phénomène a déjà eu lieu, au 5^{ème} siècle les villes de l'Empire romain de l'ouest ont rétréci et disparu et d'autres ont été créées. La perception de l'épaisseur historique et des temporalités longues, est essentielle car elle éclaire le changement urbain (Economiste de Géo-cités)

Les multiples échelles de l'énergie

L'énergie mobilise une industrie de réseaux, certains sont extra urbains et interurbains, comme l'eau, alors que d'autres sont plus urbains, comme le transport de personnes. (Economiste de Géo-cités)

Décroissance ou redistribution ?

On n'est pas sorti de la confusion urbaine : espace urbanisé, urbanisation... Il s'agit plutôt de décroissance des espaces urbanisés que de rétraction de l'urbanisation. On est dans une redéfinition de la répartition des populations. Le phénomène de décroissance urbaine devrait être analysé dans la perspective d'une redistribution et non d'une décroissance brute. (Antoine Bres)

À propos de l'urbanisation généralisée

Il est question de flux et de polarités dans les trois exposés, or il faudrait renvoyer au Manifeste de Lefebvre où est développée l'idée que derrière l'urbanisation généralisée il y a aussi une production incessante de différences. Sur la question des transports et des mobilités, une partie des économistes des transports parlent de mobilité généralisée et non d'urbanisation généralisée et cela conduit à s'interroger sur la notion de généralisation d'un processus, idée que l'on trouverait sans doute dans d'autres champs (Bernard Haumont)

CONCLUSIONS

S. Fol insiste sur la diversité et sur la nécessité de continuer à réfléchir sur le binôme homogénéisation et diversité ; sur le fait qu'il ne s'agit pas d'un jeu à somme nulle pour la décroissance, car même si elle est compensée ailleurs, le problème pour les locaux est réel.

S. Jaglin souligne l'importance de penser l'hétérogénéisation et la place que cela prend dans nos modèles. Dans le cadre des politiques publiques, l'hétérogénéité est toujours pensée comme un stade intermédiaire à dépasser alors qu'elle est sans doute indépassable ; quant aux objets de recherche, l'énergie n'est pas un objet de recherche...

W. Berthomière demande vers quoi faire tendre la prospective et ce qu'on en attend ? Par rapport aux migrants, se met en place une double dynamique avec des initiatives citoyennes pour les accueillir, et en même temps des initiatives au niveau de l'État. Il faut voir comment des ministères sont en train de mobiliser la recherche pour se positionner dans les débats qui vont avoir lieu à l'échelle européenne dans le cadre des débats sur la crise migratoire ; s'interroger sur le vocabulaire et inscrire la réflexion dans une perspective historique.

Compte-rendu de la Session 3 rédigé par Emmanuel Bellanger et Stéphanie Vermeersch